

# MONITORING



# Tous à la trappe!

PP.4-5 & 10 -11

**INTERVIEW**

**L'éclairage de l'expert FOTSO FONKAM**

P.12

**DISCOURS TRIBAUX**

**Un poison social pour le Cameroun**

P.8

**DISCOURS HAINEUX**

**Un danger pour la paix social**

P.7

# Attention de glisser dans l'irréparable

L'avènement des technologies de l'information et de la communication a entraîné un boom communicationnel au point de permettre à des non professionnels de rédiger, diffuser et même relayer des informations aussi vraies que fausses. Plombant ainsi tout le travail d'information, de formation et d'éducation des masses médias. Les Communications numériques et plus particulièrement les plates-formes de médias sociaux sont devenues les high ways (immenses autoroutes) de la mésinformation et de la désinformation dénommées « fake news ». Ce qui a concouru de la montée en puissance des discours haineux et xénophobes, tribaux et ethniques, les rendant plus virulents que jamais, mais aussi et surtout leur amplifiant et leur permettant de se déplacer à la vitesse lumière et plus loin.

Il devient plus urgent que jamais de combattre pour les anéantir à défaut de les réduire considérablement. Cela passe par une synergie d'action de toutes les parties prenantes de la société, mais aussi à une prise de conscience collective des acteurs sur les responsabilités des uns et des autres quant au rôle de précurseur de la violence et de la haine tribale qui sont les vecteurs de la menace à la paix, la cohésion nationale et le vivre ensemble. Certains de ces discours propagés dans les réseaux sociaux frisent à la radio mille collines, qui



Philippe Nanga,  
Coordinateur de l'ONG  
Un Monde Avenir



**Les Communications numériques et plus particulièrement les plates-formes de médias sociaux sont devenues les high ways (immenses autoroutes) de la mésinformation et de la désinformation dénommées « fake news ». Ce qui a concouru à la montée en puissance des discours haineux et xénophobes, tribaux et ethniques, les rendant plus virulents que jamais,**



a été sous d'autres cieus à l'origine des crimes atroces à l'instar des affrontements interethniques et des génocides. Le Cameroun n'a pas besoin de connaître ces horreurs, c'est pourquoi des actions sont menées par plusieurs acteurs, la société civile, les médias, ... sur le rôle à jouer dans l'éducation de la lutte contre ces discours dégradants et le renforcement de la résilience. Cela passe par une sensibilisation des populations à une meilleure utilisation des réseaux sociaux notamment lorsque l'utilisation d'un langage ou d'une expression cible les groupes vulnérables, les minorités ou les femmes dans la société qui sont particulièrement victimes d'abus. Une approche holistique qui vise à aborder tout le cycle de vie des discours de haine, des discours xénophobes, des discours tribaux et des discours ethniques depuis ses causes profondes jusqu'à son impact sur les sociétés. Ce d'autant plus qu'ils considèrent également qu'il faut davantage proposer des discours alternatifs et positifs et des contre-discours pour répondre à ces discours de la honte. C'est dans ce cadre que se situe, les projets : Programme d'Encadrement des Jeunes pour la Démocratie (PEJED) et Action Citoyenne pour la Liberté de Presse (ACLIP) que mène l'ONG Un Monde Avenir. Afin de construire des espaces de dialogue comme outil de lutte contre l'instrumentalisation à ces discours pernicieux.

Citizen journalism

**The anti-fake news brigade on the move**

**The NGO Un Monde Avenir has just equipped a hundred journalists from the 10 regions of Cameroon on digital rights, Fact Checking, and citizen journalism.**



The proliferation of Fake News, hate speech and tribal speech in social networks is a real threat to peace in a society. It is in this context that the NGO Un Monde Avenir and its financial partners have, within the framework of the Citizen Action for Press Freedom project financed by the United Nations Democracy Fund (UNDEF), organized in turn five (5) training sessions for journalists on citizen journalism. These capacity building workshops on digital rights, Fact Checking, aimed to establish a brigade to fight against fake news. A total of 136 journalists had the privilege of acquiring knowledge on the techniques and tools for verifying information, with a reminder on the notion of citizen journalist, and the responsibility of the journalist in authenticating information in an environment full of misinformation and disinformation.

These journalists divided into four large Whatsapp groups namely (Littoral - South - West); (Centre - South - East);

(Far North - North - Adamaoua) and (West - North-West) have the mission to track down fake news, hate speech and tribal speech published through social networks, as well as those responsible. The data collected will then go to the fact-checking laboratory for authentication; a quarterly newsletter will be published online to report on the situation.

This action aims not only to place media professionals at the heart of information, but also to fight against the spread of fake news, tribal discourse and hate speech that are a threat to living together and social peace. This will strengthen the trust between media men and citizens in search of good information which is a seed for the construction of a society of peace and development. A blog will also be created by each large group to facilitate access to information in all regions.

The tracking train is therefore on the move...

**Aïchetou Makouet**









Journalisme citoyen  
**La brigade anti- fake news de lutte en marche**






**L'ONG Un Monde Avenir vient d'outiller une centaine de journalistes issues des 10 régions du Cameroun, sur les droits numériques, le Fact Checking, et le journalisme citoyen.**

La prolifération des Fake News, des discours haineux et discours tribaux dans les réseaux sociaux s'avère une réelle menace pour la paix dans une société. C'est dans ce contexte que l'ONG Un Monde Avenir et ses partenaires financiers ont dans le cadre du projet action citoyenne pour la liberté de presse financé par le Fonds des Nations unies pour la démocratie (FNUD), organisé tour à tour cinq (5) sessions de formation des journalistes sur le journalisme citoyen. Ces ateliers de renforcement de capacité sur les droits numériques, le Fact Checking, visaient à mettre en place une brigade de lutte contre les fake News. C'est au total 136 journalistes qui ont eu le privilège d'acquérir des connaissances sur les techniques et les outils de vérification de l'information, avec un rappel sur la notion de journaliste citoyen, et la responsabilité du journaliste dans l'authentification des informations dans un environnement bondé de mésinformations et désinformations. Ces journalistes repartis en quatre grands groupes Whatsapp à savoir (Littoral -- Sud \_Ouest) ; (Centre – Sud- Est) ; (Extrême Nord – Nord – Adamaoua) et (Ouest – Nord-Ouest) ont pour mission de traquer les fake news, discours haineux et discours tribaux publiés à travers les réseaux sociaux, ainsi que les responsables. Ces données collectées, passeront ensuite au laboratoire du fact-checking pour authentification ; un bulletin trimestriel sera publié en ligne afin de faire état de lieu de la situation. Cette action vise non seulement à placer les professionnels des médias au cœur de l'information, mais aussi de lutter contre la propagation des fake news des discours tribaux et des discours haineux qui sont une menace pour le vivre ensemble et la paix sociale. Ce qui permettra de renforcer la confiance entre les hommes de médias et les citoyens en quête de la bonne information qui est une semence pour la construction d'une société de paix et de développement. Un blog sera également créé par grand groupe pour faciliter l'accès à l'information dans toutes les régions. Le train du tracking est donc en marche...

**A. M.**

## TABLEAU DE COLLECTE DES INFORMATIONS SUR DISCOURS HAINEUX

DISCOURS HAINEUX et TRIBAUX				
DATE DE PUBLICATION	MESSAGE	AUTEUR	LIEUX	EVIDENCE
28 juin 2021	« Moi Letis Diva entant que fille et artiste Bamileke et très fière de l'être .....j'appelle le peuple Bamileke à se lever et à prendre des mesures radicales contre tous ces artistes tribalistes »	Letis diva	Page Facebook	
30 juin 2021	Qui sont ces résidus à vouloir dicter les déplacements au chef de l'Etat..... L'alerte est de partout, essayez avec votre tribalisme incarné là. Vos boutiques et foyers vont vous rappeler qui vous étiez.	Patrick Madengue	Groupe débat politique (whatsapp)	
28 juin 2021	« Svp si vous voyez l'histoire qu'on appelle Kamto dites-lui qu'il y'a personne au palais en ce moment et qu'il peut aller s'installer et diriger le pays »	Non identifié	Groupe débat politique (whatsapp)	
23 juin 2021	A Paris quand les animaux de Kamto défilaient avec les égorgeurs ambazoniens on était dans quoi ? Svp je voudrais le numéro de Billy inbox tout un collectif sera mis sur place. Le principe de la réciprocité va s'appliquer	Valéry MANDENGUE	Groupe whatsapp Tout au clair LTM	
8 juillet 2021	« Ce clochard est-il vraiment allé à l'école les diplômes qu'on distribue aux bulus un jour ça va se savoir »	Principe Manu	Groupe conseil C O A C I C whatsapp	
09/07/2021	(Appel au peuple EKANG Beti. A partir du 12 juillet ce sera du coup pour coup, œil pour œil, dent pour dent. C'est une loi Ntondobe. Paul Biya attaqué à Genève, Kamto attaqué à Etoundi Santa barbara (.....). Voici l'opportunité que Kamto et la BAS nous offre pour les renvoyer chez eux dans les Grassfield.....)	Lakeman 2	Facebook	
09 juillet 2021	« Quelle façon de se moquer de tous les bamilékes tués par l'ambazonie certains enterrés vivants souffrant de la ruine complète de leur entreprise si Kamto s'identifie vraiment à l'ambazonie selon cette image alors il y'a quelques chose de suspect.	Kingsaraboro	Compte tweeter Kingsaraboro	
29 juillet 2021	« Chassons tous les Bamilekes de chez nous ce sont les mauvaises races	Valery MANDENGUE	Groupe whatsapp « actualité du Sud Cameroun »	

28 juillet 2021	«Nous avons vu le laakam être prompt dans des sorties pour quasiment des faits divers. Ces derniers ne voient pas les agissements de leur filles, et fils, regroupés dans la milice terroriste BAS au service de la tontine villageoise du MRC ?..... ou il faut que ça dégénère pour que les discours de victimisation prennent forme. »	Valery MANDENGUE	Groupe whatsap débat politique jeunes	
24 juillet 2021	« Kamto et ses Talibans indésirables »	Le journal l'info à chaud	La Une du journal	
<b>Mois d'août</b>				
03 aout 2021	« Seul les imbéciles se laissent manipuler. J'ai rencontré ma conscience et la raison et je ne pouvais plus continuer dans l'imposture. Seuls les enfants du diable, les tribalistes congénitaux comme Mathias Eric Owona Nguini peuvent perdurer dans le tribalisme car c'est leur essence. » Dieu Donné Essomba	Angoula Alphonse louis	Sur sa page Fa- cebook	
5 aout 2021	«les Nkwa qui veulent entrer dans les tontines des Bamilekes la règle N° 1 on ne manque jamais de respect au président »	Joseph ebolo	Facebook	
15 aout 2021	Nous ne voulons plus des colons bulu et beti dans toutes les autres régions du Cameroun ils doivent rentrer commander chez eux dans le Sud.	Djoko Christian	Sa page Facebook	
11 aout 2021	«Donc comme ça un bamiléké parle d'hygiène corporel à un Beti dans ce pays ? ..... Car le Cameroun se renverse et de sur quoi cette journalaïde pose la question à quelqu'un qui est son père. Si c'était le roi SOKOUDJOU Jean Rameur ? ..... Qu'elle s'occupe de ses entrecuisses	Sardinard de luxe	Groupe Facebook « les abeilles de chancelle léotine»	
7 septembre 2021	« les Ntha libans l'on tuée.		Les groupes Facebook et Whatsap	
15/09/2021	Dans le groupe Whatsap cette internaut proliféré la haine à l'endroit de Fridolin Nke et de ses parents	Lisette Jacqueline	Groupe whatsap	

## ANALYSE

### Bataille pro-parti au pouvoir et pro-parti d'opposition

L'ONG Un Monde Avenir dans sa lutte contre les discours haineux et tribaux ainsi que la limitation des fake news dans l'espace numérique, a mis en place une brigade virtuelle anti fake dont le rôle est de traquer et checker (vérifier) les propagateurs des fake News et discours haineux/tribaux sur la toile. Le rapport trimestriel allant du mois de juin à aout fait état de 16 cas de discours haineux et tribaux collectés par la brigade. Ces cas sont non exhaustifs et sont collectés à titre indicatifs. Les sujets d'actualité politique, sportive ou culturelle virent très souvent aux insultes et au dénigrement de certains groupes ethniques. Plusieurs de ces discours opposent deux camps à savoir les pro-pouvoirs et les

contre-pouvoirs qui se parlent avec une violence abjecte. Certains de ces postes collectés par la brigade témoignent de l'état de dégradation du tissu social au profil des intérêts politiques. La défense des points de vue et des opinions par des arguments convaincants et vérifiables a cédé la place au tribalisme, insultes, à la haine etc.... « *Ce clochard est-il vraiment allé à l'école les diplômés qu'on distribue aux bulus un jour ça va se savoir* ». Ce message par exemple publié dans un groupe whatsapp COACIC le 8 juillet 2021, et celui-ci « *chassons tous les Bamilekes de chez nous ce sont les mauvaises races* » publié le 29 juillet 2021 dans le groupe whatsapp « *actualité du sud Cameroun* » en témoigne suffisamment leur dangérosité  
A. M.

DISCOURS TRIBAUX

# Un poison dans une société multiculturelle

**L'esprit communautariste a pris des allures pernicieuses et malicieuses au sein de la société camerounaise à tel enseigne que c'est quasiment devenu le terreau propice à des affrontements et propagation de la haine tribale.**

Entre les discours haineux et le discours tribaux le fossé est très infime. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le foisonnement des réseaux sociaux a transformé la communication de masse en un champ fertile à l'apologie de la haine tribale. A tel enseigne que les discours haineux et les discours tribaux sont devenus des fléaux sociaux qui menacent fortement le vivre ensemble. Dans les médias, les réseaux sociaux et les échanges de chaque instant, on voit les Camerounais glisser avec une facilité déconcertante dans les propos de dénigrement et de stigmatisation en faisant allusion à une région, une tribu, ou à une ethnie. Même dans les services publics ou privés, certains personnels ne s'empêchent pas d'afficher cet élan tribal en s'exprimant essentiellement en langue nationale et même d'assurer des prestations discriminatoires. Le discours tribal est défini comme l'utilisation de toute forme d'expression péjorative portant sur la tribu ou l'ethnie. Le constat général montre que les populations glissent consciemment ou inconsciemment dans cette dérive faute d'argument. Au Cameroun, les sujets d'actualités virent régulièrement aux insultes et au dénigrement de certains groupes ethniques. Curieusement, des journalistes s'y trouvent même



parfois impliqués. C'est dire si la montée de ce fléau social représente une véritable menace pour le vivre ensemble et la cohésion sociale à tel enseigne que cela ne laisse plus indifférent les différentes composantes de la société. Les pouvoirs publics, les politiques, les autorités traditionnelles et les organisations de la société civile ont multiplié des actions de sensibilisation, dissua-

sion et de répression. L'Ong Un monde Avenir mène depuis des années des projets sur le renforcement de la citoyenneté active qu'elle trouve comme une piste de solution. Après avoir identifié le repli identitaire comme une cause à la prolifération des discours tribaux, les organisations de la société civile (OSC) ont opté pour la promotion d'un cadre de dialogue entre acteurs du champ social par la création d'un espace d'échanges consensuels pour dissiper les frustrations qui conduisent à ces propos péjoratifs, discriminatoires et stigmatisants. «*Le but étant d'anticiper en mettant sur la table de discussion, les problèmes qui affectent la vie des citoyens et qui sont susceptibles de créer des tensions sociales*», souligne Philippe Nanga, Coordonnateur d'IMA. A la faveur de la montée en puissance des discours haineux, xénophobes et tribaux dans les médias locaux et les réseaux sociaux

contre certains groupes ethniques au Cameroun, dans le traitement la faveur de l'actualité liée à la crise sécuritaires à l'Extrême-Nord et dans le NOSO (Nord-Ouest et Sud-Ouest), le Conseil National de la Communication (CNC) et la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM) ont mené des campagnes de sensibilisation sans succès. «*Les discours de haine et xénophobes fragilisent l'unité nationale, le vivre ensemble, la cohésion sociale, ils structurent les replis identitaires et concourent au dénigrement et au rejet de l'autre*», avait déploré Peter Mafany Musongue, le président du CNPBM. Ce qui a obligé les pouvoirs publics à faire voter la loi N°2019/020 du 24 décembre 2019 modification et complétant certaines dispositions de la loi du 12 juillet 2016 qui punit les outrages à la race et la religion, la tribu ou à l'ethnie. En son article 241 nouveau intitulé outrage à la tribu ou à l'ethnie, elle dispose : «*est puni d'un emprisonnement de un à deux ans, d'une amende de 300.000 à 3.000.000 celui qui par quelque moyen que ce soit tient des discours de haine ou procède à l'incitation des violences contre des personnes en raison de leur appartenance tribale ou ethnique*». **M. N. NJOG**

**TABLEAU TIRE DU MEMO SUR LES ATTITUDES/ACTES TRIBAUX PAR DES LEADERS D'OPINIONS ET AUTRES**

Causes identifiées	Manifestations	Effets
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de réponses appropriées aux problèmes sociaux des populations de la part du gouvernement ;</li> <li>- Les populations n'obtiennent pas toujours des réponses gouvernementales face aux problèmes auxquelles elles font face ;</li> <li>- Inégalités dans la distribution /accès des biens et services sociaux ;</li> <li>- Les populations qui font face aux difficultés (eau, électricité, santé) perçoivent cela comme une discrimination ;</li> <li>- Le communautarisme ;</li> <li>- La tendance au protectionnisme communautaire et culturel ;</li> <li>- Le transfert de la solidarité économique et sociale de l'Etat vers les communautés ;</li> <li>- Manque/insuffisance d'éducation civique ;</li> <li>- Faible connaissance de l'histoire des migrations au Cameroun (Mouvement des personnes) ;</li> <li>- Ceci s'observe à travers l'absence d'enseignement sur la migration des peuples du Cameroun ;</li> <li>- Insuffisance d'activités liées au renforcement du lien social ;</li> <li>- L'impunité et La tolérance administrative ;</li> <li>- Jusqu'ici on a vu très peu de réaction de la part des responsables qu'ils soient judiciaires, administratif, politique ou médiatique, suite à des propos haineux et tribaux ;</li> <li>- Affaiblissement du contrôle parental ;</li> <li>- Les parents ont de moins en moins du temps à passer avec leurs enfants, les carences en éducation civique à l'école se combrent à la maison ;</li> <li>- L'extrémisme langagier de certains leaders politiques ;</li> <li>- Certains leaders politiques instrumentalisent la tribu ou la communauté à des fins de concurrence politique ;</li> <li>- La mauvaise gouvernance et l'échec des politiques qui, devant l'impuissance politique, veulent trouver des réponses dans leur ethnie, leur tribu ;</li> <li>- La peur de la différence.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Discours identitaires sur la place publique (réseaux sociaux, plateaux de télévision et radio) ;</li> <li>- L'intolérance et la stigmatisation des autres ;</li> <li>- Stigmatisation des quartiers (quartier Haoussa, quartier Bamoun, quartier Bafia, etc...) ;</li> <li>- Débat télé et radio axé sur le repli identitaire ;</li> <li>- Traitement des usagers sous le prisme tribal ;</li> <li>- Stéréotypes sur une ethnie par rapport à une autre ;</li> <li>- Considérations dévalorisantes d'une tribu vis-à-vis d'une autre ;</li> <li>- La manipulation de la jeunesse par les politiques ;</li> <li>- Exacerbation du repli identitaire.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rixes communautaires ;</li> <li>- Augmentation des tensions sociales ;</li> <li>- Guerres civiles, tribales.</li> </ul>

## DISCOURS HAINEUX

## Un danger pour la paix et la cohésion sociale

**La dérive prend des proportions de ma manière consciente ou non dans notre société. Nous l'observons au quotidien dans les médias, les réseaux sociaux et même dans nos propos et échanges. Il y a lieu de prendre conscience pour avoir à l'esprit qu'elle menace dangereusement la paix et la cohésion sociale.**

Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), un discours de haine (ou « discours haineux », « discours de la haine ») désigne un type de discours ou de système qui (au-delà de la violence ou de l'injure ponctuelle en termes de force et de nature) attaque une personne ou un groupe de personnes sur la base de caractéristiques diverses (couleur de peau, ethnicité, âge, religion,...). C'est dire que « Le discours de haine est en soi une attaque contre la tolérance, l'inclusion, la diversité et l'essence même de nos normes et principes relatifs aux droits de l'homme. Plus généralement, il fragilise la cohésion sociale, fragilise les valeurs communes et peut créer les fondements de la violence, en faisant reculer la cause de la paix, de la stabilité, du développement durable et du respect des droits de l'homme pour tous », a déclaré, António Guterres, Secrétaire général de l'ONU. Le discours de haine a pourtant toujours existé dans nos mœurs, ce qui est nouveau, c'est l'ampleur que les communications numériques et plus particulièrement les plates-formes de médias sociaux les donnent. En ce qu'elles rendent le discours de haine plus virulent que jamais, l'amplifiant et lui permettant de se déplacer plus rapidement et plus loin. Permettant ainsi les propos, attitudes et actes haineux d'atteindre de nouveaux publics à la vitesse lumière. Rappelons pour le dépla-

**«...il est demandé aux journalistes de faire preuve de beaucoup de prudence dans les mots et expressions qu'il utilise afin de ne plus ou ne pas être le relais des discours haineux sur le prétexte de la liberté d'expression. »**

rer qu'au cours des dernières décennies, le discours de haine a été un précurseur de crimes atroces, notamment le génocide du Rwanda, de la Bosnie et du Cambodge. Plus récemment, il nous souvient qu'il a été fortement lié à la violence entraînant des meurtres de masse dans plusieurs régions du monde, notamment en République centrafricaine, au Sri Lanka, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis.



Aujourd'hui, cette dérive a pris des proportions quasiment incontrôlables que les gouvernements et les entreprises précurseurs des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ont du mal à prévenir et à combattre la haine en ligne. C'est pourquoi à l'ONU on soutient que s'attaquer au discours de haine ne signifie pas limiter ou interdire la liberté d'expression. En revanche, cela signifie que les discours de haine ne doivent pas dégénérer en actes dangereux, notamment l'incitation à la discrimination, à l'hostilité et à la violence, interdites par le droit international. Plusieurs stratégies et plans d'actions contre le discours de haine sont menés. Campagne de sensibilisation, organisation des rassemblements interreligieux dans l'optique de renforcer la compréhension de la part de toutes les parties prenantes. La presse n'est pas en reste. La Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) et L'Ethical Journalism Network (EJN) sont arrivés au constat que la crise mondiale de l'information dans laquelle le journalisme est submergé par les intérêts étroits des centres de pouvoir politiques et organisationnels est fortement ressentie

au Cameroun où le discours haineux, les fausses nouvelles et l'exploitation abusive des technologies de l'information mettent en péril le pluralisme et la démocratie. Ils appellent les professionnels à prendre conscience de l'important rôle que le journaliste joue dans la société et par ricochet sa très forte influence sur les masses. C'est pourquoi, il est demandé aux journalistes de faire preuve de beaucoup de prudence dans les mots et expressions qu'il utilise afin de ne plus ou ne pas être le relais des discours haineux sur le prétexte de la liberté d'expression. Parce qu'il est le terrain

**«C'est pourquoi à l'ONU, on soutient que s'attaquer au discours de haine ne signifie pas limiter ou interdire la liberté d'expression. En revanche, cela signifie que les discours de haine ne doivent pas dégénérer en actes dangereux, notamment l'incitation à la discrimination, à l'hostilité et à la violence, interdites par le droit international.»**

propice de toutes les violences surtout en cette période de montée de l'extrémisme. Le cas du Cameroun est évocateur avec les crises sécuritaires que le Cameroun connaît dans les régions de l'Extrême-Nord, du Sud-Ouest, Nord-Ouest où les forces de défenses mènent une bataille contre des bandes armées. A celles-ci, il faut ajouter les périodes électorales. Lors des séminaires-ateliers organisés sur le journalisme citoyen, Les échanges ont révélés que la quasi-totalité des journalistes glissaient inconsciemment ou non dans cette dérive qui est définie comme l'utilisation de toute forme d'expression péjorative portant sur la race, le genre, la tribu, la religion, le handicap physique, la xénophobie, l'antisémitisme,... Prenant conscience, les participants ont décidé de travailler à déconstruire le discours de la haine. La FIJ et EJN encourage les journalistes à mettre sur pied des équipes pour travailler à la rédaction d'un glossaire du discours de la haine et la réécriture des Codes éthiques et déontologiques des pays. **Mathieu Nathanaël NJOG**

COMMENT...TAIRE

## Nous passons tous à la trappe

**A la suite de l'évaluation des données collectées sur les mois de juin, juillet et août 2021, il ressort que les auteurs et les fowaders (relais) des fake news, discours haineux et discours tribaux se recrutent dans toutes les couches de la société. Quasiment personne n'y échappe. Comme quoi, nous sommes tous des coupables passifs ou actifs.**



u regard des tableaux que collecte que nous avons publiés dans nos colonnes (pages 4-5, et 10-11), il ressort très clairement que

**A** l'actualité est le principal vecteur directeur de la création et de la diffusion des fake news. Curieusement les auteurs sont souvent les plus insoupçonnés. Ils se recrutent parmi ceux qui ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur les dangers que peuvent représenter les fake news, les discours haineux, et les discours tribaux dans les sociétés en générale et la société camerounaise en particulier. Réputée pour être une société multiculturalisme. Les fake news sont des désinformations ou mésinformations qui viennent aussi bien des gouvernements dans leur volonté de manipuler de l'opinion publique notamment dans la publication des ballons d'essai et des statistiques que des internautes que des Hommes et femmes politiques, leaders d'opinions, influenceurs web, ainsi que des journalistes. Les acteurs sont souvent motivés soit par une volonté de distraire, soit d'amuser la galerie, soit d'exister, soit de faire le buzz. C'est ainsi qu'on constate avec amertume qu'autant certains auteurs que ceux qui fowardent les informations reçues à travers les réseaux sociaux ne se plient pas au sacro-saint principe de la vérification. Si cela peut se pardonner à des néo-communicateurs des réseaux sociaux, cela ne se comprend pas lorsque ce sont les journalis-

**«Les fake news sont des désinformations ou mésinformations qui viennent aussi bien des gouvernements dans leur volonté de manipuler de l'opinion publique notamment dans la publication des ballons d'essai et des statistiques que des internautes que des Hommes et femmes politiques, leaders d'opinions, influenceurs web, ainsi que des journalistes.»**

tes qui sont déontologiquement soumis au sacro-saint principe de la vérification et la confrontation des sources qui fowardent systématiquement tout ce qu'ils reçoivent. Laissant ainsi planer le doute de la véracité de l'information ainsi relayée. Ce qui discrédite cette notable profession et finit par faire planer le doute au sein de l'opinion publique sur le traitement de l'information qu'en font les journalistes dans les médias. Surtout qu'il a été observé dans notre monitoring que plusieurs

journalistes s'abreuvent désormais dans les des réseaux sociaux et lorsque l'information ainsi relayé s'avère par la suite fake news, il devient donc difficile de dissocier le journaliste de l'internaute lambda. C'est dire que nous devons tous prendre conscience et faire des efforts pour réduire à sa plus simple expression si nous ne pouvons éradiquer cette dérive sociétale qui menace dangereusement la paix sociale. Tant nous enregistrons dans des élan euphoriques ou militants des sorties langagières à caractère tribal ou haineux, dans les débats radiophoniques et télévisés, les Unes des journaux et les rédactions des articles relayées dans les réseaux sociaux. C'est vrai qu'on peut y voir des attitudes goguenardes mais aussi vindicatives qui peuvent toute proportion gardée mettre de l'huile sur le feu et conduire à un embrasement

social que personne ne pourra pas ou plus éteindre facilement.

**Mathieu Nathanaël NJOG**

## FACT CHECKING

**Focus sur une nouvelle forme de traitement journalistique**

**Le fact checking ! Vous avez entendu ce terme très récemment ? De quoi s'agit-il donc au juste ? Qu'est-ce que le fact checking ?**

Beaucoup de jeunes s'inscrivant en formation dans une école de journalisme se posent actuellement des questions autour de ce sujet. Il s'agit d'un terme anglais qui se traduit littéralement comme étant l'action de vérification des faits. Pour ceux ou celles qui ne sont pas encore informés concernant ce sujet, le fact checking désigne une forme de traitement journalistique qui vise à examiner et à vérifier les dires d'un responsable politique. Lors de débat public, le fact checking est d'une grande importance afin de souligner la véracité, l'authenticité et la pertinence d'une information. Lors des élections présidentielles ou d'une campagne présidentielle, beaucoup de journaux mettent en pratique des techniques de fact checking. Cela a pour but de s'assurer de la crédibilité des candidats et de fournir des informations non mensongère ou trompeur aux citoyens. Les niveaux d'objectivité des médias actuels sont testés au fact checking. Cette pratique journalistique permet de montrer la neutralité des médias durant une propagande ou un débat public. Dans la tâche des médias français d'aujourd'hui consistant à partager les informations véridiques, le fact checking est devenu une tendance incontournable. Minimiser la désinformation du grand public est l'un des avantages principaux de cette nouvelle forme de traitement de l'information. Pour des informations pertinentes et authentiques, le fact checking est une technique journalistique qui révolutionne le milieu du journalisme à l'heure actuelle.16

### Le fact checking, un style journalistique né des États-Unis

Ce terme est avant tout d'origine anglo-saxonne. Au début, il signifie une forme de démarche de vérification en interne à un organe de presse. L'exactitude d'un fait constitue l'objectif principal du fact checking. Que ce soit à partir de chiffres statistiques ou de citations, les journalistes sur terrain mènent des enquêtes pour juger de la véracité d'une certaine affirmation. Actuellement, le fact checking s'impose dans pas mal de maisons de presse au cœur de l'Hexagone ou des médias français. Il faut comprendre que les informations

doivent être véridiques, non mensongère et trompeur. Partager des fausses informations arrive assez souvent de nos jours. Pour lutter efficacement et rapidement au fait de désinformer le public, le fact checking a rapidement évolué auprès de nombreux grands médias. La propagation des fakes news a entraîné l'apparition du fact checking. Cette pratique est devenue incontournable après chaque débat public et discours politique afin de confirmer les dires d'un tel ou un tel personnage. On retrouve un grand nombre de journaux qui disposent de structures particulières destinées aux tâches de fact-checking. Avec l'émergence de l'utilisation du web au quotidien, des plateformes dédiées aux fact checking ont été spécialement créées.

### De nombreux journaux se lancent

hoaxbuster.com











### dans le fact-checking

Parmi les premiers sites à se tourner strictement vers le fact-checking, il y a le fact-check.org. Il s'agit d'un site à but non lucratif et qui n'est partisan d'aucune partie politique. Le rôle principal de ce site est d'examiner ainsi que de constater la véracité et l'authenticité des dires lors d'un débat public ou d'une propagande. Les fact-checkers membres de cette communauté ont comme mission de corriger les assertions trompeuses et d'éviter toutes confusions et conspirationnistes. Au cœur de la France, l'un des sites qui constituent le pionnier français dans la vérification des faits et des informations fut la plateforme d'observation des médias connue sous le nom « Arrêt sur Images ». Par la suite, des journaux réputés comme « Le Monde »

**Correspondance particulière**

## TABLEAU DE COLLECTE DES INFORMATIONS SUR LES FAKE NEWS

TABLEAU FACT-CHECKING				
DATE DE PUBLICATION	FAKE NEWS	SOURCE DE L'INFORMATION	AUTEUR DE LA DIFFUSION	INFORMATION AUTHENTIQUE
30 Juillet 2021	 <p>Voilà un chef traditionnel qui récupère une veuve contre son gré lors des funérailles de son feu mari, ex-notable de ce chef...! J'aime mon Pays hein</p>	Facebook		Une vérification sur les sites appropriés fait état de ce que cette veuve s'est faite enlever avec sa complicité pour faire sortir son fils héritier en fuite
29 Juillet 2021	<p>Une publication partagée plus de 300 fois sur Facebook depuis le 22 juillet montrant l'ex-président sud-africain Jacob Zuma en prison</p> 	Groupe Whatsapp Offre Orange et débat politique et facebook	Acronymes Diouho kévin	Une vérification sur les sites appropriés a établi que cette image est en réalité un photomontage. Le visage de l'homme politique, dont l'incarcération le 8 juillet a déclenché des violences et des pillages à travers tout le pays, a été ajouté sur une photo d'un détenu prise en 2002 à la prison de Pollsmoor, dans la ville du Cap, par une journaliste de l'AFP.
05 Août 2021	<p>Une fausse annonce sur le recrutement des hôtes à Camairco</p> 	Group Whatsapp et Facebook		« Test de recrutement des agents de service, des techniciens et des hôtes de l'air » à Camair-Co. Faux, dément formellement l'entreprise dans une mise au point du mardi 10 août.
17 Août 2021	<p>Une publication qui appelle les citoyens à débours des sommes pour l'établissement des CNI et passeports rapides.</p> 	Page Facebook Cameroun tribune infos	Leonardo Martinez	Aucune information par rapport

<p><b>20 Aout 2021</b></p>	<p>Des fausses informations sur la présentation de la candidature de Samuel Eto'o à la tête de la Fecafoot</p> 	<p>Cfoot</p>	<p>Site Cfoot</p>	<p>Un recoupement dans plusieurs médias à l'instar de la page facebook de Bnews 1 infirme</p> 
<p><b>07 Septembre 2021</b></p>	<p>Des informations relayées dans plusieurs médias font état de la commercialisation des tests de dépistage Covid-19</p> 	<p>Facebook et Whatsapp</p>	<p>The National Post ; Le national ; L'étudiant</p>	<p>Une vérification à la Délégation Régionale de la Santé du Littoral nous a appris que c'était une fausse information, le test reste gratuit</p>
<p><b>07 Septembre 2021</b></p>	<p>Après le coup d'état du 5 aout 2021 en Guinée, la Photo anti datée du président Alpha Condé est utilisée dans un faux contexte pour manipuler l'opinion publique.</p> 	<p>Groupe Whatsapp et Facebook</p>		<p>Après vérification sur les liens appropriés, il ressort que cette photo a été prise au cours de son pèlerinage à la Mecque en 2017.</p>

## Les champions

Cette rubrique sera consacrée au classement des personnes qui vont propager soit par voie médiatique soit sur les plateformes numériques des Fake news, des Fulses, des Discours haineux et des Discours tribaux dont ils seront auteurs ou fowadeur (relayeurs).

A cet effet, dans le cadre du projet (**Action Citoyenne Pour La Liberté de Presse (ACLIP)**) que pilote l'ONG Un Monde Avenir, des brigades de veille sont mises en place pour les recenser et pour effectuer les fact checking nécessaires. Cette rubrique vise à faire prendre conscience de la gravité des déclarations et informations que nous publions dans l'optique de réduire les effets induits à l'instar de la menace à l'unité nationale, au vivre ensemble et à la paix sociale.

FOTSO FONKAM

## «Le fake news peut relever de la mésinformation ou de la désinformation »

**L'expert sur les questions de fake news et fact-checking rencontré lors du séminaire-atelier sur le thème : «Formation en journalisme citoyen et droits numériques» qu'organise l'Ong Un Monde Avenir dans le cadre du projet «action citoyenne pour la liberté de la presse» a bien voulu se prêter à notre demande d'un éclairage plus explicite.**

En votre qualité d'expert en matière de fake news et fact-checking quelle est la différence entre ces deux notions ? Le terme fake news renvoie globalement à une information qui n'est pas vraie. Dans les détails, on peut encore le subdiviser en deux sous-types, en fonction de l'intention de celui qui la partage. Ainsi, le fake news peut relever de la mésinformation ou de la désinformation. On aura la mésinformation dans le cas où celui qui diffuse l'information ne sait pas qu'elle est fautive, incomplète ou tronquée et par conséquent n'a aucune intention malveillante, et de l'autre côté on a la désinformation lorsque celui qui crée et/ou diffuse l'information sait qu'elle est fautive, mais la diffuse dans le but



Fotso Fonkam

**« Lorsque l'actualité est mouvementée, les fake news se multiplient galement. »**

de nuire, de tromper ou de manipuler son audience. De l'autre côté, le fact-checking représente l'ensemble de techniques qui permettront justement de vérifier une information pour déterminer si elle est vraie ou fautive.

Lorsqu'on procède au fact-checking quels sont les différents niveaux de vérification et à quel niveau peut-on avoir la certitude d'avoir achevé le processus ? Disons qu'il n'existe pas de schéma standard lorsqu'on vérifie une information. Tout dépend de ce qu'on veut vérifier, du support de l'information (texte, image, vidéo, audio etc.)

et des outils qu'on utilise. Ça peut aller d'une simple recherche d'images sur internet à la combinaison de plusieurs outils, en passant par la confrontation de plusieurs avis d'experts. Par exemple, lorsqu'on a une photo à vérifier, il suffit parfois d'effectuer la recherche inversée sur les moteurs de recherche pour la vérifier. Mais si la recherche inversée ne permet pas de trancher de façon définitive, on peut essayer d'entrer en contact avec les sources qui l'ont publiée pour avoir plus d'informations sur le contexte de publication de ladite photo, ou passer à d'autres techniques comme l'analyse des métadonnées stockées dans la photo lors de la prise. En fait, on n'arrête le processus de vérification que lorsqu'on est convaincu que le verdict qu'on va donner ne peut être contesté. Il faut savoir que dans sa structure, un article de fact-checking explique la démarche suivie pour vérifier une information, de sorte que celui qui lit soit capable de reprendre le processus et d'arriver à la même conclusion.

**Quelle lecture faites-vous du niveau de diffusion des fake news et fact-checking sur les réseaux sociaux et selon vous quels**

**peuvent en être les causes ?**

En général, les fake news prennent leur source dans l'actualité, et c'est ce qui contribue à les rendre crédibles. Or, lorsque l'actualité est mouvementée, les fake news se multiplient également. Au Cameroun, le contexte est très propice à la diffusion massive de fake news non seulement à cause de l'actualité politique qui est de temps en temps surchauffée, mais aussi à cause du contexte sanitaire avec la Covid-19. À cela, il faut rajouter le contexte sécuritaire dans certaines régions du pays. Tous ces éléments constituent un terrain fertile pour la fabrication et la diffusion de fake news. Même la prochaine CAN qui se tiendra au Cameroun pourra servir de prétexte pour la diffusion de fausses informations. Comme je l'ai dit plus haut dans la définition, une fake news, lorsqu'elle relève de la désinformation, a pour but de nuire, de tromper ou de manipuler. Partant de là, on peut aisément comprendre que les personnes qui produisent et diffusent ce type d'information le font pour des intérêts qui peuvent être soit économiques (une entreprise se sert de la désinformation pour saboter les produits

d'un concurrent), soit politiques (un acteur politique use de fake news pour décrédibiliser un adversaire) ou même idéologiques (des militants anti-vaccin qui diffusent de fausses informations pour décourager ou effrayer ceux qui voudraient se vacciner).

**Y a-t-il moyen d'inverser positivement la tendance ?** S'il est très difficile de stopper la diffusion des fake news, il est tout de même possible d'en réduire l'impact. Cela passe d'abord par le renforcement des capacités des personnes qui sont aux premières loges lorsqu'il s'agit d'information : les journalistes. Une fois cela fait, il serait intéressant pour les rédactions de se doter d'un service (en ligne si possible) de fact-checking pour régulièrement débusquer et exposer les fake news, comme c'est déjà le cas par exemple pour AFP (AFP Factual), France 24 (Les Obser-

**«Le fact-checking représente l'ensemble de techniques qui permettront justement de vérifier une information pour déterminer si elle est vraie ou fautive. »**

vateurs) ou encore Le Monde (Les Décodeurs). Cela contribuera à donner aux lecteurs le réflexe de la remise en question de toute information suspecte, et progressivement ils auront la culture de la vérification. Cela permettra, tout au moins, de ralentir la diffusion des fake news.

Interview réalisée par  
M. N. NJOG